

Brochure n° 3135

Convention collective nationale

IDCC : 489. – INDUSTRIES DE CARTONNAGE

AVENANT N° 1 DU 13 JANVIER 2011
À L'AVENANT DU 11 FÉVRIER 2010 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1150512M
IDCC : 489

Entre :

La FFC,

D'une part, et

La FCE CFDT ;

La FFSCEGA CFTC ;

La FIBOPA CFE-CGC ;

La CGT-FO papier-carton ;

La FILPAC CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 3 de l'avenant n° 136 du 11 février 2010 « Régime frais de santé » est modifié comme suit :

« Article 3

Affiliation des entreprises

Toutes les entreprises entrant dans le champ de la convention collective nationale sont tenues, non seulement, d'apporter, au minimum poste par poste, à leur personnel les garanties collectives prévues par le régime de base défini à l'article 8.2 du présent avenant, mais encore d'adhérer, pour l'assurance et la gestion de ces garanties, à l'APGIS afin que soit assurée la mutualisation des risques permettant de réaliser la solidarité souhaitée.

Cette affiliation, à caractère obligatoire, s'applique, pour l'ensemble du régime, à compter de la date d'effet du présent avenant.

Les entreprises disposant déjà d'un contrat de même nature conclu auprès d'autres organismes assureurs, à la date de signature du présent avenant, devront adapter les contrats conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Dans tous les cas, l'APGIS s'engage à étudier des régimes différentiels afin de garantir des prestations à un niveau identique moyennant le versement d'une cotisation adaptée pour permettre que les entreprises puissent comparer les dispositifs en vigueur lorsque ceux-ci s'avèrent supérieurs au dispositif conventionnel.

Les entreprises qui désirent améliorer le régime de base défini à l'article 8.2 du présent avenant peuvent opter soit pour le régime Plus 1, soit pour le régime Plus 2 tels qu'ils sont définis par le contrat d'assurance annexé au présent accord.

Les entreprises peuvent également choisir de mettre en place un contrat spécifique (en dehors des deux options proposées) auprès de l'APGIS à condition que celui-ci s'ajoute aux dispositions du régime de base.

En tout état de cause, ces suppléments de garanties spécifiques, souscrits au choix des entreprises, n'entreront pas dans la mutualisation professionnelle mise en place par le présent avenant. »

La demande d'extension ainsi que le dépôt à la direction départementale du travail de Paris du présent avenant seront effectués à la diligence du syndicat patronal.

Fait à Paris, le 13 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)